



Alain Blondiaux, Jean-Michel Helvig, Jean-Pierre Le Goff, Pascal Perrineau, Philippe Raynaud, Stéphane Rozès, Patrick Savidan, Dominique Schnapper, Yves Sintomer, Alain-Gérard Slama et Pierre-Marie Vidal

Où va notre démocratie ?

Éditions de la Bibliothèque publique d'information

Les facteurs du vote

Pascal Perrineau

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.758
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Lieu d'édition : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Année d'édition : 2008
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014
Collection : Paroles en réseau
ISBN électronique : 9782842462024



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

PERRINEAU, Pascal. *Les facteurs du vote* In : *Où va notre démocratie ?* [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2008 (généré le 02 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/758>>. ISBN : 9782842462024. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.758>.

Les facteurs du vote

Pascal Perrineau*

Pierre-Marie Vidal: Je vais passer la parole à Pascal Perrineau, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po, le CEVIPOF. Vous êtes spécialiste des comportements politiques et plus particulièrement des comportements électoraux. Vos travaux ont porté à de nombreuses reprises sur la sociologie électorale et l'interprétation des nouveaux clivages électoraux à l'œuvre dans les différents pays européens. Après l'intervention de Stéphane Rozès, je me tourne vers vous pour que vous nous exposiez ce qui, selon vous, constitue les facteurs du vote. Après avoir publié *Atlas électoral. Qui vote quoi, où, comment?*¹, on s'attend tous à ce que vous placiez tout cela dans l'optique de la présidentielle. Je vous ai déjà entendu dire que les Français reviennent à la politique depuis cinq ou sept ans. C'est quelque chose qui passionne à nouveau nos compatriotes, mais vous dites que les Français reviennent à la politique sur un mode assez négatif, pour en découdre. Est-ce le nouveau comportement électoral ou uniquement une partie de la motivation actuelle?

Pascal Perrineau: C'est l'un des éléments du nouveau comportement électoral. Il suffit de se souvenir de ce qui s'est passé il y a cinq ans: une extrême droite au premier tour à 19 %, un record d'abstention dans lequel il y avait une composante contestataire extrêmement vive, une extrême gauche à 10 %, des votes blancs et nuls qui représentaient presque un million d'électeurs, et un vote Chasse-Pêche-Nature-Traditions (CPNT), qui n'est pas à proprement parler un vote de gouvernement, qui représentait plus de 4 % des suffrages exprimés. Quand vous ajoutez tous ces chiffres, vous obtenez quasiment un électeur sur deux dans une protestation pure.

Les Français reviennent donc à la politique mais sur ce qu'un de nos amis et collègues sociologues, Jean-Louis Missika, appelle une « politisation négative² », une politisation pour en découdre, où l'on voit très bien ce que les Français rejettent, mais moins ce qu'ils inventent. On voit très bien ce qu'ils rejettent en 2002, lors du référendum de 2005 avec les 55 % de « non » à l'Europe, lors de la révolte des banlieues en 2005 où l'on devinait confusément ce que certains jeunes des banlieues pouvaient rejeter mais où l'on avait beaucoup de mal à savoir ce dont ce mouvement était porteur, lors du mouvement anti-CPE. On pourrait faire une litanie des symptômes de ce retour à la chose publique sur un mode contestataire.

Vous m'avez demandé de réfléchir aux facteurs du vote. À partir de ce que la science politique et la sociologie électorale savent après un siècle de travaux, on peut tenter d'éclairer l'alchimie du vote, de ce comportement qui va mener la plupart d'entre nous – certains vont rester chez eux, et c'est très légitime – aux urnes pour la présidentielle le 22 avril 2007, et qui nous fera y retourner quinze jours plus tard, et pour les législatives ensuite, puisque l'élection est en fait une élection à quatre tours.

Les facteurs du vote ont commencé à être étudiés à la fin du XIX^e siècle. Le vote au suffrage universel masculin date de 1848 en France. Il a été étendu aux femmes par une ordonnance du général De Gaulle en 1944, puis aux 18-21 ans par le président Giscard d'Estaing en 1974. Ce n'est qu'une trentaine d'années après le suffrage universel direct qu'on a com-

mencé à étudier le pourquoi de cet acte qu'est le vote, en particulier avec l'œuvre d'André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest*³.

Le vote, une forme d'expression de l'opinion

Tout à l'heure, Stéphane Rozès disait à juste titre que l'opinion est un ressort essentiel de la démocratie, mais cette opinion a une multitude de visages. Il y a les sondages d'opinion, ce qu'on appelle l'opinion publique sondagière, qui nous dit de temps en temps ce que pensent les Français de certains sujets. Il y a celle des intellectuels, et l'on comprend que certains soient très froissés de l'apparition des sondages d'opinion, parce qu'ils sont délogés de la position d'interprètes officiels de l'opinion. L'intellectuel prophétique qui dit ce que pense la nation dans ses tréfonds, ce que pense la classe ouvrière, ce que pense le peuple est une figure très française. Il y a aussi bien d'autres manifestations de l'opinion : les mouvements sociaux, les manifestations de rue, les courriers des lecteurs et, bien sûr, le vote : le vote aux élections européennes, locales, régionales, présidentielles, législatives.

On distingue deux temps d'analyse du vote, pendant lesquels l'on met à chaque fois l'accent sur des facteurs différents du vote. Quand on a commencé à expliquer le vote – et la sociologie électorale française est à cet égard assez différente des autres sociologies électorales –, on l'a pensé comme étant l'expression de territoires porteurs de fortes caractéristiques sociales. Le vote a été pensé comme l'expression d'une sociologie. Au fond, on imagine qu'une personne vote comme elle est socialement, pense politiquement comme elle est socialement. Dites-moi quelles sont vos grandes caractéristiques sociales, je vous dirai comment vous votez. C'est un premier temps dont nous sommes en train de sortir parce que nous explorons les limites de cette explication par les territoires et par la sociologie du comportement électoral. On s'aperçoit de plus en plus que le vote est un comportement interactif où l'individu agit en quelque sorte comme un consommateur sur un marché politique, où il entre en interaction avec une question politique qui lui est posée dans une campagne électorale et réagit à des enjeux, à des images, à une campagne, à un contexte. Depuis une dizaine d'années en France (cela a commencé bien plus tôt dans les pays anglo-saxons), les politistes et politologues insistent beaucoup sur ces facteurs qui ne sont plus sociologiques, mais par lesquels l'on cherche à comprendre le comportement électoral comme réponse à une question posée, et non plus comme l'expression d'une condition sociale.

29

Les facteurs du vote

L'explication par les facteurs sociologiques

Commençons par le premier aspect des choses. L'œuvre d'André Siegfried⁴, publiée en 1913, qui se penche sur les élections en France à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, est souvent considérée en France comme fondatrice de la sociologie électorale. Après avoir analysé les élections, l'auteur déduit qu'il ne s'agit pas d'un domaine d'incohérences et de fantaisies mais qu'elles obéissent à des lois et des logiques.

Quelles sont ces logiques ? À l'époque, c'est une France rurale, une société relativement immobile, très différente de la société de grande

mobilité urbaine que nous connaissons aujourd'hui. Le vote exprime alors un territoire, des terroirs, porteurs de caractéristiques morphologiques. Les zones d'habitat dispersé ne votent pas comme les zones d'habitat concentré. Quand on est dans des pays de bocage avec des fermes dispersées, la droite est chez elle. Le noble et le curé, traditionnellement de droite, sont chez eux. Ce peuple de paysans dispersés se retrouve dans ces autorités naturelles. En revanche, dans les villages, dans les petites villes, on est davantage dans un vote de gauche républicaine où le rôle essentiel est joué par l'instituteur et le secrétaire de mairie. Selon Siegfried, ces terroirs sont porteurs de morphologies, de caractéristiques sociales et religieuses différentes. Dans les villages, on s'éloigne de l'Église. Dans les zones d'habitat dispersé, le curé et l'Église sont le lien social essentiel. Celles-ci sont donc plus tournées vers les valeurs catholiques, plutôt en phase avec les valeurs de la droite traditionnelle et de ce que l'on appelait à l'époque le parti de l'ordre, contre le parti du mouvement. Au début, on considère donc que le vote est l'expression de climats sociaux, de cultures politiques enracinées dans des terroirs. Tout cela a encore une pertinence aujourd'hui. Quand vous allez en Vendée ou dans la Mayenne, dans cet Ouest intérieur sur lequel se penchait André Siegfried au début du xx^e siècle, la droite est encore souvent complètement chez elle. Au Puy du Fou, le terroir de Philippe de Villiers, être socialiste est un sacerdoce, sans parler même d'être communiste. La droite fait 90 % dans certains cantons et la gauche n'existe pas, sauf pour témoigner. Franchissez quelques centaines de kilomètres, dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais ou dans le Limousin, pour garder une société plus rurale. Dans certains cantons de la Haute-Vienne, dans la Vienne, on trouve 80 % de votes de gauche. Et là, c'est être de droite qui est un sacerdoce. Même chose dans le Pas-de-Calais où, jusqu'à récemment, on était communiste ou socialiste de père en fils, même si les choses changent actuellement. Le seul exutoire, quand on était un électeur de droite intelligent, était de voter socialiste pour faire battre les communistes. Ce début d'explication du vote a toujours sa pertinence dans certaines sociétés.

À la fin de la guerre, lorsque commencent à apparaître les très grosses enquêtes électorales, les sociologues français continuent sur cette vague. C'est l'ère des variables dites lourdes : la catégorie socioprofessionnelle (à quel milieu social on appartient en fonction de sa profession), la tranche d'âge, le sexe, la catégorie religieuse (catholique ou non, pratiquant ou non). Ces variables lourdes nous ont permis de tenter d'expliquer le vote. En réalité, on n'en expliquait que 20 % à 30 %, alors que 70 % restait inexploré. Ces variables sont en train de perdre une partie de leurs vertus explicatives. Je voudrais rapidement en reprendre certaines.

– *La religion* : Il est vrai qu'aujourd'hui, plus on est catholique pratiquant, plus on va voter à droite, sans toutefois voter à l'extrême droite. Plus vous êtes éloigné du noyau dur des catholiques pratiquants, plus vous êtes catholique non pratiquant ou athée, plus la gauche va être chez elle. Mais il y a de moins en moins de catholiques pratiquants. Cette population commence donc à être ténue. La population aujourd'hui majoritaire est celle des catholiques non pratiquants ;

– *Le sexe* : On a dit pendant très longtemps que les femmes votent beau-

coup moins, mais cinquante ans après la mise en œuvre de leurs capacités électorales, elles usent de leur droit comme les hommes. Auparavant plus à droite, elles votent désormais autant à gauche que les hommes, même parfois un peu plus. Dans les grandes enquêtes que nous réalisons aujourd'hui, je suis allé voir si tout cela tenait la route. Comme nous faisons des enquêtes sur de très gros échantillons, nous pouvons aller dans le détail. À deux mois de l'élection présidentielle, les femmes s'abstiennent plus que les hommes et ce en dépit du genre de la candidate socialiste et de beaucoup de candidates dans l'espace de la gauche très féminisé (Marie-George Buffet, Arlette Laguiller, Dominique Voynet).

Pierre-Marie Vidal : 4 candidates sur 7⁵...

Pascal Perrineau : C'est très féminisé. On aurait pu penser que les femmes seraient mobilisées de façon phénoménale, mais ce n'est pas du tout le cas. Sont-elles plus à gauche qu'à droite comme on le disait depuis quelques années? À deux mois de l'élection, cela ne s'est pas vérifié du tout. Les femmes françaises sont aujourd'hui plus à droite qu'à gauche. Dans notre dernier baromètre, sensiblement plus de femmes s'apprêtent à voter Nicolas Sarkozy que Ségolène Royal. Seule caractéristique qui perdure, nettement moins de femmes s'apprêtent à voter pour Jean-Marie Le Pen que d'hommes. C'est une constante. Mais tout bouge sur les deux autres items que sont la participation et la tendance à gauche des femmes. Dans la dernière enquête, Nicolas Sarkozy devance Ségolène Royal de 6 points dans l'ensemble de la population féminine;

– *L'âge*: Les jeunes sont censés avoir un niveau de participation plus faible. Ils s'abstiennent plus. Lorsqu'ils votent, ils ne se positionnent pas clairement. Ils ont viré à gauche à un moment, puis se sont déportés plus à droite, en particulier avec Jacques Chirac en 1995. Aujourd'hui, ils semblent revenir davantage à gauche. Les jeunes avaient une autre caractéristique: le vote vert. Ceux qui se présentent comme le renouveau de la classe politique tenteraient les jeunes. Là encore, le bilan est mitigé à deux mois de l'élection présidentielle. L'abstention est nettement plus forte. Ne confondons pas le mouvement d'inscription et le vote. Aujourd'hui, les jeunes disent vouloir se rendre aux urnes dans des proportions moindres que toutes les autres tranches d'âge. Deuxième élément très surprenant, le vote vert est inexistant. Cela explique la faiblesse incroyable de Dominique Voynet dans les sondages. Si cela continue, on se dirige vers un record de faiblesse pour le vote vert en France.

Pierre-Marie Vidal : 2 %.

Pascal Perrineau : Bilan: des jeunes quasiment absents de cette problématique écologiste qu'ils ont pourtant beaucoup soutenue dans les années passées, le rapport gauche/droite à peu près équilibré, mais au sein des gauches un vote en faveur du candidat socialiste plus important chez les jeunes que dans les autres tranches d'âge;

– *Le vote de classe*: On nous a répété pendant des années que l'on vote comme on est socialement: les ouvriers votent à gauche, la bourgeoisie

à droite. Aujourd'hui, là aussi, le vote de classes s'étirole. Dans certaines enquêtes, on s'aperçoit même que les ouvriers votent un peu moins à gauche que les cadres supérieurs et professions libérales. Nous tenons ici quelque chose que l'on connaît dans toute l'Europe, que l'on pourrait appeler embourgeoisement ou « boboisation » de l'électorat de gauche. Aujourd'hui, ce n'est pas dans les milieux populaires qu'on vote le plus à gauche. À ce titre, les élections municipales de 2001 sont emblématiques : les victoires de la gauche dans des villes comme Paris, Lyon et Dijon montrent que celle-ci a gagné dans des villes qui ne sont pas populaires. Aujourd'hui, Ségolène Royal n'arrive pas à devancer Nicolas Sarkozy parmi les ouvriers et employés, deux catégories qui constituent les bastions de l'électorat populaire. Bien sûr, comme en 2002, une partie extrêmement importante de ces ouvriers et employés s'apprête à voter pour Jean-Marie Le Pen. Le vote qu'on a appelé ouvrier-lepéniste reste extrêmement présent dans le paysage, sachant qu'aujourd'hui le vote pour Le Pen est un vrai vote : 80 % des personnes qui disent voter Le Pen se disent sûres de le faire, même si on ne l'annonce qu'à 12-13 % dans les sondages. En revanche, 70 % des personnes qui disent voter pour François Bayrou disent également pouvoir changer d'avis. Pour l'instant, la détermination n'est pas la même.

Les infrastructures sociales qui donnaient sens au vote sont donc en train de bouger depuis quinze ans, peut-être même vingt ans. Le vieux système nous a rassurés durant des années. Il y aurait deux ensembles sociaux. D'un côté, les petits salariés autour de la classe ouvrière. De l'autre, les salariés aisés, les professions indépendantes autour de la droite. Le vote de classes serait quasi pur, avec 80 % de votes de gauche pour les couches populaires, 80 % de votes de droite pour les travailleurs indépendants et les paysans. Tout cela se renverse. La bipolarité sociale simple (droite contre gauche), la fameuse lutte des classes des marxistes, qui se retrouverait dans deux territoires simples (France de gauche contre France de droite) n'existe plus. C'était l'histoire électorale racontée aux enfants et aux plus grands dans les années soixante, soixante-dix et au début des années quatre-vingt. C'est de moins en moins vrai. Que se passe-t-il désormais ?

Le vote, la réponse d'un consommateur sur le marché politique

Toutes les enquêtes sociologiques révèlent une rupture de la fidélité sociale, notamment une baisse du sentiment d'appartenance de classe, une rupture des familles politiques. En France, la première famille politique n'est plus la gauche ni la droite. Ce sont les personnes ne se réclamant ni de gauche ni de droite.

Il faut signaler un phénomène d'individualisation, comme l'a fait Stéphane Rozès. L'individu cherche de moins en moins ses indicateurs pour orienter son vote dans ses groupes d'appartenance. Il bricole davantage son vote par l'interaction entre l'individu qu'il est et les différents groupes auxquels il appartient, porteurs de normes politiques en contradiction les unes avec les autres. Il va répondre à la question électorale telle qu'elle lui est posée. Cela se traduit de manière claire, dans les enquêtes que nous faisons au CEVIPOF, par un choix de plus en plus flottant, de

plus en plus émancipé et individué. Nous demandons par exemple aux Français si leur choix est déjà fait pour la présidentielle qui aura lieu dans deux mois. 54 % des interrogés ont déjà fait leur choix. Cela signifie que 46 % des Français répondant aux enquêtes ne sont pas encore sûrs de leur choix et disent pouvoir changer d'avis, soit près d'un sur deux. C'est le cas de la majorité des électeurs de François Bayrou et d'Olivier Besancenot, et des deux tiers des électeurs de Philippe de Villiers. Dans certains électors, la situation est très différente : ceux de Jean-Marie Le Pen et de Marie-George Buffet par exemple sont très majoritairement sûrs de leur choix, même si les intentions de vote pour Le Pen sont quatre ou cinq fois plus élevées que pour Marie-George Buffet. Le pourcentage des électeurs sûrs de leur choix est également assez haut chez Nicolas Sarkozy : parmi les personnes disant vouloir voter pour lui, peu vont changer ; ça l'est un peu moins chez Ségolène Royal (38 % des électeurs potentiels disent pouvoir changer d'avis).

Étant donné ce flottement, on pose des questions de second choix. Il est intéressant de voir que certains seconds choix se font dans le camp d'en face. Lorsque l'on est un électeur de gauche, pourquoi pas voter Bayrou en second choix, ou même Sarkozy ? Un électeur de droite vous dira exactement la même chose dans l'autre sens. Ce second choix dans le camp d'en face touche 18 % de l'électorat d'Arlette Laguiller, alors que le vote extrême est réputé pour être dur, 16 % de celui de Besancenot, 19 % de celui de José Bové, 11 % de celui de Marie-George Buffet, 37 % de celui de Ségolène Royal, 33 % de celui de Dominique Voynet. Pour l'instant, la gauche est beaucoup plus touchée par ces seconds choix dans le camp d'en face. La droite l'est moins, sauf dans le cas de François Bayrou. On voit bien la concurrence qui s'est mise en place entre François Bayrou et Ségolène Royal. En revanche, le second choix ne touche que 11 % des électeurs de Sarkozy, 12 % de ceux de Philippe de Villiers, 16 % de ceux de Le Pen. Les électeurs de l'extrême droite ont davantage de seconds choix à gauche que ceux de la droite classique. Nos catégories doivent donc être profondément revisitées.

Enfin, les choix sont de plus en plus sceptiques, de moins en moins investis affectivement. Il y a quelques années, une de nos collègues britanniques, Pipa Norris, avait écrit un très beau livre, *Critical Citizens*⁶, dans lequel elle menait une observation de l'évolution de l'électorat dans tous les pays d'Europe, essentiellement occidentale. Sa conclusion : un citoyen plus du tout fidèle, de plus en plus critique et même cynique est en train de se mettre en place. En effet, une majorité des électeurs croit aujourd'hui que le résultat de l'élection de 2007 ne permettra pas d'améliorer les choses en France. Lucidité, cynisme, c'est à vous de répondre. Ces sceptiques sont très importants dans les électors de tous les petits partis, particulièrement ceux des extrêmes, mais ils ne sont pas pour autant négligeables dans les électors centraux. À peu près un électeur de Ségolène Royal sur deux est sceptique. Ils sont moins nombreux chez Nicolas Sarkozy, qui suscite plus d'attentes : seuls 34 % de ses électeurs estiment que son élection ne permettra pas d'améliorer les choses.

Je conclurai en disant qu'on a de plus en plus à faire à un vote délésté de ses bases sociales, culturelles et territoriales traditionnelles, qui peut

donc nous réserver des surprises énormes jusqu'au bout. Il faudra saluer le travail des sondeurs parce qu'il n'est pas aisé de saisir cet électorat flottant, sceptique, avec des seconds choix en complète contradiction apparente avec ses premiers choix. Le vote devient de plus en plus une réponse conjoncturelle à une question politique façonnée par la campagne autour d'enjeux et d'images. Cela est rendu possible par le fait que les individus s'émancipent de plus en plus de leur groupe d'appartenance, en politique comme ailleurs. La famille est touchée depuis des années par le butinage et par le divorce, par l'émancipation des fidélités traditionnelles. Les fidélités religieuses ont été touchées de la même manière. Par exemple, le catholique pratiquant ne veut plus que le pape lui dise s'il faut prendre la pilule ou non. On se sent de moins en moins appartenir à un groupe social. Pourquoi la politique aurait-elle été à l'abri de cette émancipation ? Depuis quinze ans, elle est touchée de plein fouet par le phénomène, que rien ne pourra inverser. Cela donne un espace à de nouveaux types de votes : votes stratégiques, votes d'enjeux, votes d'images où le métier politique retrouve toute sa noblesse. Le métier politique redevient un métier de conviction. L'électorat n'est plus captif, il faut aller le chercher. Il y a tout un travail de conviction et certains apparaissent meilleurs que d'autres sur la capacité à diriger le pays, la proximité par rapport aux gens, l'honnêteté, la capacité à répondre aux gros enjeux de l'heure, la capacité à représenter la France à l'étranger puisque cela reste au cœur de la fonction présidentielle de la V^e République, quelles que soient les évolutions. Tout le monde est parti sur la même ligne, la course s'est engagée. Le résultat sera connu le 6 mai. Il n'y aura pas d'élection au premier tour, c'est certain. D'ici là, il y aura un travail de conviction politique. C'est une vraie campagne et il y aura de moins en moins d'électorats captifs, même s'il en reste.

Notes

* Directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po Paris (CEVIPOF). Voir sa [page de présentation](#) sur le site du CEVIPOF. ↗

1. *Atlas électoral. Qui vote quoi, où, comment?*, op. cit. ↗

2. MISSIKA, Jean-Louis, « Les faux-semblants de la dépolitisation », *Le Débat*, n° 68, janvier-février 1992, p. 14-19. ↗

3. SIEGFRIED, André, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*, Paris, Armand Colin, 1913. ↗

4. *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République*, op. cit. ↗

5. Les trois autres candidats de gauche étant Olivier Besancenot, José Bové et Gérard Schivardi (nde). ↗

6. NORRIS, Pipa, *Critical Citizens. Global Support for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press, 1999. ↗